



**The Canadian Peoples' Union NFP
(Union du Peuple Canadien)**

Osez Rêver Pour Un Meilleur Avenir : Honorer le Traité Wampum à Deux Rangs

L'événement au Parlement du Powershift vers la Liberté, du 30 juillet au 1^{er} août 2022

Ohsweken, le 4 juillet 2022

Par huissier, fax ou courriel
« SOUS TOUTES RÉSERVES »

LETTRE DE DEMANDE DE COOPÉRATION OUVERTE À :

Premier ministre Justin Trudeau
Premier ministre Boris Johnston, Royaume-Uni
Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth
Premier ministre de l'Ontario, Doug Ford,
Premiers ministres provinciaux
Maire de la ville d'Ottawa et les Conseils
Maires et Conseils des villes canadiennes
Forces armées canadiennes
La GRC
Police de la ville d'Ottawa
Sénateurs d'Ottawa
Cour suprême du Canada
Cour supérieure de justice
Justice de la Cour fédérale
Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
Clement Nyaletsossi VOULE, Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de rassemblements
pacifiques et d'associations

Notez : Ce document a été traduit pour votre bénéfice. En cas d'incohérence, la version originale anglaise prévaudra, compte tenu qu'elle est la source de ce contenu. Merci de votre compréhension.

À qui de droit :

Tel qu'expliqué à l'équipe de soutien de l'événement du Parlement d'Ottawa, pour notre célébration en juillet : « Osez Rêver Pour Un Meilleur Avenir » : Honorer le Traité Wampum à Deux Rangs et du Powershift vers la Liberté, du 30 juillet au 1^{er} août 2022.

QUI SOMMES-NOUS ?

Il n'y a pas lieu de se faire de fausses idées.

La “ Canadian Peoples Union Freedom 2017 NFP Inc. ” est une union de droits politique et civils collectifs située sur le territoire des Six Nations. Nous ne sommes associés à aucun autre groupe ou organisation au Canada. Nous ne sommes pas associés à un quelconque convoi qui se rendrait au Parlement d'Ottawa, ni entendu parler d'un convoi qui se rendrait à notre événement ou à un autre événement pendant notre Célébration. Cependant, nous avons invité et continuons d'inviter tous les citoyens Canadiens et les peuples autochtones à participer, puisque notre événement porte sur la responsabilité des Peuples Canadiens d'être éduqués sur leurs droits collectifs à l'autodétermination et à la décolonisation.

En 1982, P.E. Trudeau avait entrepris cette même démarche, celle de l'autodétermination et de la décolonisation, pour le Canada, sans le consentement des Canadiens et des peuples autochtones, tout en gardant la démocratie pour les parlementaires, connue sous le nom de démocratie parlementaire, et en tant que telle, une démocratie qui n'est disponible ni pour ses citoyens ni pour les peuples autochtones en sol canadien. À ce moment, le Royaume-Uni a inclus, dans notre Constitution, des conditions qui auraient dû être remplies dans les 15 ans suivant sa sanction royale. Le Royaume-Uni était et est toujours légalement, internationalement et constitutionnellement responsable de l'autodétermination et de la décolonisation des Citoyens canadiens et des peuples autochtones, dont les conditions n'ont pas été respectées jusqu'à présent.

L'événement a pour but de montrer l'intérêt du public, l'éducation et la discussion sur notre politique collective et les droits civils, et pour être reconnu comme le lancement officiel. Il s'agit également de discussions sur les problèmes passés, présents et futurs que nous devons corriger, tous ensemble. Il est inutile que le désordre règne lorsque les gens comprennent leurs responsabilités envers leur pays et ses Peuples. Le processus de réconciliation commence lorsque les deux Peuples sont en mesure de se comprendre dans le respect et l'harmonie.

Voici un résumé de la lettre envoyée au Royaume-Uni le 3 mars 2022. Sachez que vous êtes tous actionnaires égaux, copropriétaires du Canada, de la Couronne, de la société d'État et de ses actifs. ([Lien vers la lettre du Royaume-Uni](#))

RE : CORRECTIONS DE LA CONSTITUTION DU CANADA 1982 ET D'UNE PROCLAMATION OFFICIELLE

Nous vous prions d'accepter notre respectueuse demande d'assistance pour des corrections finales à la CONSTITUTION DU CANADA 1982 découlant du fait que le gouvernement canadien n'a pas respecté ses obligations envers le peuple du Canada en 1997, étant donné que le Parlement impérial du Royaume-Uni a toujours la responsabilité politique de la "Loi du Canada de 1982" puisqu'elle a reçu la sanction royale au sein du Parlement impérial et qu'elle est

toujours en vigueur au sein de votre législature. Nous demandons, en outre, une proclamation officielle concernant ces corrections dès que possible pour sauver notre pays et rétablir la paix, l'ordre et la bonne gouvernance.

Nous travaillons présentement avec des représentants légaux au Royaume-Uni et au Canada. Cependant, actuellement, le problème concerne le Royaume-Uni et non le Canada.

La meilleure façon de réaliser l'autodétermination et la décolonisation est d'inclure, légalement dans notre Constitution, les peuples autochtones du Canada en tant que partenaires égaux, actionnaires, copropriétaires et décisionnaires finaux, avec les Canadiens, de part et d'autre, du TRAITÉ DES DEUX RANGS DE WAMPUM de notre pays dans notre Constitution. Initier la conversation et faire en sorte que la législation au Royaume-Uni, est la première étape du succès. Nous pouvons y parvenir sur la Colline du Parlement, du 30 juillet au 1^{er} août 2022, en éduquant tout le monde, et commencer à corriger le passé et le présent pour un meilleur avenir.

C'est de notre droit légal collectif de le faire à tout moment, sans interruption, même pendant une pandémie ou guerre. Le Royaume-Uni et notre gouvernement sont légalement tenus de respecter et d'honorer ce que l'on fait. Ils doivent également nous soutenir par tous les moyens nécessaires, y compris financiers, pour aller de l'avant. Notre gouvernement a également signé l'accord international de non-dérogation relatif à nos droits. Ainsi, ils ne peuvent restreindre aucun de nos droits, ni s'immiscer ou nous intimider dans le but d'obtenir ces droits légaux. Ils doivent également former une équipe d'avocats afin de nous aider ou tout autre groupe qui manifeste.

Cependant, que cela soit bien compris... nous ne sommes pas un groupe de manifestants. Il s'agit de faire valoir légalement et légitimement nos droits politiques et civils collectifs, l'éducation, le respect, la prospérité et l'unité de notre pays et de ses Peuples, en travaillant avec une gouvernance en laquelle nous pouvons avoir confiance pour protéger nos droits, notre pays et notre avenir.

Cette célébration pan-canadienne sera la preuve que les Canadiens peuvent assumer leur responsabilité envers leur pays, son Peuple et sa gouvernance de manière pacifique et respectueuse. Garder notre pays intact et protégé de tout chaos et de toute corruption est notre priorité absolue, pour notre pays et pour le bien de nos enfants et de leur avenir. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de bâtir une excellente relation de travail qui inclut tous les niveaux de notre gouvernance, et notamment la sécurité.

Nous espérons que vous êtes tous du même avis. Nous devons travailler en collaboration avec les différents paliers du gouvernement et la ville d'Ottawa, dans un respect mutuel, afin que cette Célébration soit un succès pour tous les Canadiens et les peuples autochtones. Nous sommes tous copropriétaires et actionnaires de ce pays. C'est le moment pour chacun de comprendre ce que cela signifie.

Il n'y a aucune raison de bloquer le centre-ville durant cette fin de semaine. Sous toutes réserves, cependant si vous agissez ainsi, vous risquez de porter atteinte aux droits légaux du Peuple. La ville d'Ottawa, la province et le gouvernement fédéral devront faire preuve de prudence afin de ne pas tenter d'intimider les gens en recourant à des policiers vêtus d'équipements d'assaut militaire ou en appliquant des mesures de contrôle des foules de style militaire. Il est nécessaire de discuter d'un compromis.

Les gens veulent et doivent être libres de se déplacer où ils le souhaitent sans avoir à subir de lourdes conséquences. Ceci inclut les aînées qui se joindront à nous. Il est inutile que des camions envahissent le Parlement, ce n'est pas le but de notre événement.

Cette célébration vise à ce que tous les Canadiens et les peuples autochtones s'unissent légalement, sans obstacles, pour exercer leurs droits politiques et civils collectifs. Nous voulons que les gens honorent la ville en faisant du tourisme, en profitant des restaurants et autres aménagements dont Ottawa a à offrir. Nous ne sommes pas pour l'intimidation, et ne souhaitons pas non plus être intimidés.

À titre d'information, les employés des gouvernements et de la ville, tous les agents de la police, les agents de la GRC et du personnel militaire ont également le droit de participer à notre événement, étant donné qu'ils sont eux aussi des actionnaires et copropriétaires égaux de notre pays, avec tous les Canadiens et les peuples autochtones, leurs droits politiques et civils collectifs ont préséance sur leur statut d'employé. Aucune société, ni aucune demande gouvernementale ne peut annuler leurs droits légitimes, autrement cela pourrait être considéré comme de l'intimidation et de la coercition. Ils ont le droit de signer leur Convention civile, avec tous les autres Canadiens, et de participer à la reconnaissance de *leurs* droits civils et politiques collectifs. Ces déclarations peuvent sembler téméraires, cependant elles sont la réalité.

Par conséquent, on s'attend à ce que ce soit une merveilleuse Célébration, unifiée par nos droits politiques et civils collectifs, et que tous puissent profiter de ce que la ville offre, au lieu de devoir traverser une zone de guerre. Les Peuples à travers le Canada sont copropriétaires de cette ville et du Parlement, et de tout ce qui s'y rapporte. Travaillons ensemble afin de trouver un compromis en leur permettant d'en profiter sans contraintes. Nous souhaitons que les gens puissent marcher dans les rues, sans être empêchés par des camions, des équipes d'intervention ou des barricades bloquant les entrées. N'êtes-vous pas d'accord ?

Les Canadiens et les peuples autochtones ont des droits de non-dérogação qui l'emportent sur les mesures d'urgence. J'ai joint des documents que vous devez lire et remettre à vos conseillers juridiques avant d'entreprendre des activités illégales contre les droits du peuple, afin de vous assurer que tout demeure pacifique. C'est votre responsabilité et celle du gouvernement d'éduquer la GRC, la police municipale et tous les autres, tels que les employés qui devraient travailler avec nous pour s'assurer que la paix est respectée par tous ; et plus particulièrement les responsables de l'application de la sécurité, afin que nos droits politiques et civils collectifs soient protégés, et que nos objectifs soient atteints sans interférence.

L'aide dont nous avons besoin pour faire de cet événement un succès paisible et une fin de semaine de congé agréable est la suivante, mais ne se limite pas à cela :

- Nous devrions installer des tentes sur le trottoir en face de la colline du Parlement, et je demande que le bloc en face de la colline du Parlement soit réservé pour une fête de quartier.
- Nous avons également besoin que le Parlement nous permette de placer des toilettes portatives sur la Colline ou sur le bloc susmentionné, car les aînés auront trop de distance à parcourir pour accéder aux toilettes. Nous aurions également besoin de tentes supplémentaires (nous n'en avons le droit qu'à une seule) sur la Colline pour que les aînés puissent avoir un répit de la pluie ou de la chaleur du soleil.
- Nous prévoyons d'organiser une seule marche, qui partira du parc des Provinces pour se rendre sur la Colline du Parlement à 11 h le 30 juillet. Les cérémonies commenceront à midi.
- Nous avons demandé une scène et prévoyons que tout le monde s'assoit pour regarder les orateurs expliquer les traités, les danses, les tambours et autres activités éducatives sur le patrimoine, etc.
- Nous avons demandé et nous demandons encore que les gens quittent la Colline du Parlement à 17 h pour faire du tourisme et participer à d'autres activités de célébration d'Ottawa.
- 5 pièces jointes sont disponibles ci-dessous
- Notre site web : <https://fr.thepowershift.ca/>
- Notre page d'événement FB : <https://www.facebook.com/events/414879836951258/415038196935422/>

J'espère que cela répond entièrement à vos questions. Sinon, veuillez me contacter dès que possible, afin que nous puissions travailler ensemble pour garantir un environnement sûr et une fin de semaine fantastique.

Je vous laisse avec cette dernière NOTE :

PACTA SUNT SERVANDA— I. CONCLUSION: *Pacta sunt servanda* n'est pas seulement un principe central du droit international public, c'est un principe de droit universel que l'on retrouve dans tous les grands systèmes juridiques.

Il s'agit d'un principe du droit civil et de la loi commune canadiens. On le retrouve dans une multitude de lois fédérales et provinciales. Pour cette raison et pour les autres raisons invoquées, il incombe à la magistrature canadienne d'adopter une approche du droit international public qui favorise le respect du *pacta sunt servanda* en reconnaissant que les obligations des traités du Canada régissent l'exercice du pouvoir exécutif dans la sphère nationale et internationale. ***
*Implementation and Reception: The 2 Congeniality of Canada's Legal Order to International Law**
(Mise en œuvre et réception : La congénialité de l'ordre juridique canadien au droit international)*
armand de mestral et evan fox-decent

<https://news.un.org/en/story/2020/07/1069211> (en anglais)

Pour votre information : Les villes autonomes au Canada sont inconstitutionnelles.

Pièces jointes :

1. [Rassemblement PDF](#)
2. [Invitation - groupes de parrainage – français. PDF](#)
3. [Emergency Measures COVID19.pdf](#)
4. [Corrections De La Constitution Du Canada 1982 Et D'une Proclamation Officielle](#)
5. [Filières de non-dérogation](#)

Je vous remercie à l'avance pour votre temps et votre attention, et suis impatiente d'avoir de vos nouvelles, et de bénéficier de votre entière coopération et collaboration, vers un meilleur Canada et un meilleur avenir pour tous.

Respectueusement et chaleureusement,



Nicole Lebrasseur

PDG

The Canadian Peoples' Union NFP

nicole@canadianpeoplesunion.com

Tel: (226) 777-5580

<https://fr.thepowershift.ca/>